

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Le discours de Marseille

Les métamorphoses de Sarkozy

- Politique -

Date de mise en ligne : jeudi 23 février 2012

Démocratie & Socialisme

Dans son discours de Marseille, le dimanche 19 février, Nicolas Sarkozy s'est livré, la période du Carnaval s'y prêtant sans doute, à de multiples métamorphoses devant les yeux de quelques milliers de militants UMP ébahis, ravis, subjugués.

Le président des 1 % les plus riches endosse le costume du fils du peuple

« *Je ne serai pas le candidat d'une petite élite contre le peuple. Je veux être le candidat du peuple de France* » déclarait-il à Marseille.

Oubliée la fiesta du Fouquet's lors de son élection en 2007, oubliées les vacances sur le yacht prêté par son ami Bolloré.

Oubliée l'instauration d'un « bouclier fiscal » de 50 % qui permettait à un millier de contribuables, parmi les plus riches, de recevoir, chaque année, un chèque du Trésor public de 260 000 euros en moyenne (30 millions d'euros pour Madame Bettencourt). Oubliée la suppression de l'impôt sur la fortune pour 300 000 riches ménages en 2011 avec un coût de 1,9 milliards d'euros pour l'État.

A Marseille, le président des riches, des banques et de la finance, sans le moindre scrupule, a revêtu le masque de Zorro, la cape noire du candidat « antisystème » alors que la droite occupe la présidence depuis 17 ans, qu'il a été ministre dans tous les gouvernements de droite durant la présidence de Chirac et qu'il est président de la République depuis 5 ans.

Le destructeur d'emplois industriels se transforme en chantre des ouvriers

« *On oublie qu'une France (...) sans ouvriers, sans usines, sans ateliers (...) serait une France (...) économiquement à la merci des autres* ».

Certes, mais c'est surtout lui qui n'aurait pas du l'oublier car, au cours des 3 dernières années notre pays a vu la fermeture de 900 usines et la perte de 100 000 emplois industriels (500 000 en 10 ans avec la droite au pouvoir).

En février 2008, Sarkozy promettait de sauver l'usine ArcelorMittal de Grandrange et s'exclamait : « *Grandrange comme voyage de noces y a pas mieux* ». L'usine fermera un an plus tard.

Ségolène Royal remue le fer dans la plaie, là où ça fait mal à Sarkozy : « *Le candidat UMP n'a pas le courage d'aller là où les gens souffrent de ses promesses non-tenues* ». Car les ouvriers d'ArcelorMittal Florange n'ont toujours pas reçu la visite du président ou du candidat de l'UMP, après l'annonce de la fermeture de deux hauts-fourneaux. Ils occupent aujourd'hui le centre administratif de l'entreprise et seraient sans doute ravis de recevoir Sarkozy en personne plutôt que ses CRS.

Le président qui s'était assis sur le référendum de 2005 devient le champion du référendum

« J'ai entendu les cris de ceux qui pensent que se tourner vers le peuple c'est du populisme. Au fond d'eux-mêmes, ils trouvent sans doute que le peuple n'est pas assez raisonnable, que le peuple n'est pas assez intelligent et que mieux vaut ne pas demander son avis au peuple »

Il ne manque pas d'air, lui qui n'avait pas eu le courage de soumettre à un référendum la ratification du traité de Lisbonne, copie-conforme du Traité Constitutionnel Européen que 55 % des électeurs avaient repoussé lors du référendum de 2005. Lui qui n'avait pas osé soumettre à référendum la privatisation de la Poste ou sa contre-réforme des retraites. Peut-être ne trouvait-il pas, alors, le peuple assez raisonnable, assez intelligent ? Tout comme le peuple grec d'ailleurs lorsqu'il a menacé Papandréou de chasser la Grèce de l'euro (avec un total mépris des traités européens qui s'opposent à une telle éventualité) s'il maintenait son projet de référendum.

Il gouvernera, s'il est élu, à coup de référendum qu'il choisira soigneusement afin de dresser les habitants de notre pays les uns contre les autres : ceux qui ont un travail et ceux qui n'en ont pas, ceux qui sont musulmans et ceux qui ne le sont pas, ceux qui sont étrangers et ceux qui ne le sont pas...

Mais il évitera soigneusement tout référendum sur le traité européen dit « pacte Merkozy », tout référendum sur l'augmentation de la TVA... Consulter le peuple, certes mais quand même pas sur ce qui pourrait fâcher les marchés financiers ou le Medef.

Il en profitera pour attaquer tous les corps intermédiaires qu'il a dénoncés à Marseille, les syndicats en particulier mais aussi les partis (sauf l'UMP), indiquant quel danger pour la démocratie constituerait sa réélection.

Le président qui a infligé tant de souffrances se voile derrière son mouchoir pour pleurer

« Je sais mieux que personne toutes les souffrances et toutes les difficultés... »

Sans doute, puisque de ces souffrances, il est le premier responsable avec sa politique au service du Medef et des 1 % des plus riches de la population.

En 2007, Sarkozy s'était engagé à réduire d'un tiers le nombre des 8 millions de pauvres. En 5 ans, le nombre de pauvres dans notre pays a augmenté de 337 000. Selon l'Insee, l'écart entre les 10 % les plus riches et les 20 % les plus pauvres s'est accru de 30 % entre 2004 et 2010.

Le système de santé français a longtemps été le meilleur du monde. Une dizaine d'autres le dépasse aujourd'hui et ce sont les personnes précaires qui souffrent le plus des cadeaux faits par Sarkozy aux cliniques privées, aux trusts pharmaceutiques, aux compagnies d'assurance. Les franchises et autres tickets modérateurs n'ont cessé d'augmenter. Le nombre de médicaments (utiles) non remboursés ou moins remboursés s'est multiplié. La hausse de la fiscalité des mutuelles, qui leur a été imposée, aura pour conséquence une nouvelle augmentation de leurs tarifs (déjà plus de 30 % en 5 ans) amenant de plus en plus de Français à ne plus pouvoir se payer d'assurances complémentaires, alors qu'un tiers des habitants de notre pays doit renoncer à se soigner. Une journée de carence en cas de maladie a été imposée aux salariés de la fonction publique et une baisse de leurs indemnités journalières pour les salariés du privé percevant plus de 2 405 euros brut par mois. L'âge de la retraite a été repoussé à 62 ans

avec toutes les implications d'un tel recul sur la santé de ceux à qui se sont vu voler deux années de leur vie.

Durant cinq ans il n'y aura eu aucun coup de pouce au Smic. Les allocations familiales et l'allocation logement ne seront revalorisées que de 1 %. Sa prime de 1000 euros a été un fiasco total. Les profits du CAC40 ont augmenté de 85 % en 2010 sans que le président de la République s'en émeuve. Ce n'est que le 22 février, à la veille de l'élection présidentielle qu'il a fait mine de s'inquiéter des rémunérations parfois trop importantes de certains PDG.

Pire, Sarkozy a annoncé, depuis, que s'il était élu, il généraliserait le travail forcé pour les titulaires du RSA augmentant du même coup le chômage de masse car les 7 heures de travail par semaine auxquels ils seront astreints diminueront d'autant le nombre d'emplois existants.

Pire, toujours, en proposant de supprimer la prime pour l'emploi, il propose de prendre au très pauvres pour redonner aux travailleurs un peu moins pauvres.

Le Président qui pouvait tout se déguise en victime de la crise

« *Ensemble tout est possible* » affirmait le candidat Sarkozy en 2007.

En octobre 2007, il affirmait : « *La croissance de 2007, je n'y suis pour rien, il faut la doper en 2008, et en 2009 ce sera la mienne* ». Résultats : la croissance de 2007 atteignait + 1,9 %, celle de 2008 + 0,9 % et celle de 2009 - 0,4 % !

En janvier 2010 il certifiait : « *dans les semaines et les mois qui viennent, vous verrez reculer le chômage dans notre pays* ». Deux ans plus tard, notre pays comptait 400 000 chômeurs de plus, 1 million de plus depuis 2007.

A Marseille, il s'était retranché derrière des formules qui en disaient long sur son incapacité à changer le cours des choses : « *La vérité c'est que le chômage n'a pas explosé comme ailleurs. La vérité c'est que des milliers de Français n'ont pas été chassés de chez eux.* » En substance : nous avons eu la peste et le choléra mais tout le monde n'en est pas mort, mon bilan est donc positif !

Quant à la crise que nous subissons aujourd'hui, loin d'en être la victime, il en est l'un des premiers responsables, avec Angela Merkel, puisque c'est à leur initiative que les pays de la zone euro subissent des plans dits de « rigueur » qui les plongent dans la récession et le chômage.

« *Si la France a mieux résisté que d'autres c'est qu'elle a puisé sa force dans ce qu'elle avait de meilleur* » ose-t-il affirmer à Marseille, alors que ce qui a, avant tout, permis à la France de mieux résister, ce sont les acquis sociaux du salariat qui ont servi d'amortisseurs à la crise mais que Sarkozy veut supprimer aujourd'hui.

Le Chanoine de Latran jette son froc aux orties et devient le champion de la laïcité

Le 20 décembre 2007, Nicolas Sarkozy déclarait, lors de son intronisation comme Chanoine de Latran, à Rome et

par le Pape en personne : « *Dans la transmission des valeurs et dans l'apprentissage de la différence entre le bien et le mal, l'instituteur ne pourra jamais remplacer le curé ou le pasteur* ».

A Marseille il affirmait « *Je vois tous les jours la laïcité attaquée...* ». Mais la « laïcité » de Sarkozy n'a rien à voir avec la loi de 1905 qui est une loi de tolérance qui accepte les processions religieuses dans l'espace public, les sonneries de cloches...

La « laïcité » de Sarkozy est entièrement tournée contre l'Islam qu'il veut ramener à l'espace privé alors qu'il tolère dans l'espace public (comme le permet la loi de 1905) le rassemblement de dizaines de milliers de jeunes pour les journées mondiales de la jeunesse (JMJ) les processions catholiques, les calvaires, les pèlerinages à Lourdes... Pourquoi ces deux poids et ces deux mesures ?

Le recordman de la dette publique devient le chevalier du déficit zéro

« *La dette de l'État et la dette des Français, c'est une seule et même dette* ».

Quel culot ! Sous sa présidence, la dette publique a augmenté de 450 milliards d'euros, de 600 milliards d'euros depuis que la droite est au pouvoir. Des centaines de milliards qui ont pour origine la baisse des impôts des ménages les plus riches et des sociétés, et les dizaines de milliards dépensés pour sauver les banques. De 64 % du PIB en 2007 à 86 % fin 2011.

Le pourfendeur de l'État revêt le déguisement du défenseur de l'État

« *Je veux parler de cette grande chose en France qui s'appelle l'État.* »

Cette grande chose qu'il a continuellement attaqué, sapé durant son quinquennat : remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, suppression de 70 000 postes de professeurs, de 13 000 postes de gendarmes et de policiers, l'Hôpital public dépecé par les Agences régionales de santé (ARS) au profit des cliniques privées et de leurs actionnaires, la privatisation de GDF...

Le commis du Medef revêt les habits de l'homme libre

« *Quand on aime la France, on n'est prisonnier d'aucun groupe de pression, d'aucun syndicat, d'aucune clientèle, d'aucune minorité* ».

Toutes les principales contre-réformes de son quinquennat, il les a menées selon les instructions précises du Medef : santé, retraites, restriction du droit de grève, stagnation du Smic, fusion ANPE-ASSEDIC, déconstruction du code du travail, ruptures à l'amiable du contrat de travail, accords de compétitivité, augmentation de la TVA pour baisser les cotisations sociales patronales... Le candidat Sarkozy est un homme sous influence, du Medef et des marchés financiers.

Le Président « des copains et des coquins » se rase le crâne et gonfle ses biceps de Monsieur Propre

« Quand on aime la France, on n'est prisonnier (...) d'aucune clientèle »

En juillet 2008 : Bernard Tapie qui avait soutenu Sarkozy en 2007 touche 45 millions d'euros dans le litige qui l'opposait au Crédit Lyonnais. Le ministre de l'Economie avait opportunément pris la décision de confier la résolution de ce litige à un tribunal arbitral et non à la justice.

D'août 2008 à avril 2009, il fait garder par 15 gendarmes la villa corse de son ami Christian Clavier.

En octobre 2009 : son fils, Jean Sarkozy, 23 ans, étudiant en 2ème année de droit, est proposé pour devenir président de l'EPAD, le centre d'administration de l'un des plus important quartiers d'affaires d'Europe.

En novembre 2009 : son ami Henri Proglio est nommé PDG d'EDF avec une augmentation de 45 % de son salaire qui atteint 1,6 millions d'euros par an.

En juin 2010 : Christine Boutin, qui s'est depuis retirée opportunément de la course à la Présidence au profit de Sarkozy, est chargée d'une mission « sur les conséquences sociales de la mondialisation » payée 9 500 euros par mois. Elle percevait déjà une retraite de parlementaire de 6 000 euros.

En juin 2010 débute l'affaire Woerth-Bettencourt.

En septembre 2011 : l'affaire Karachi rebondit, deux proches de Nicolas Sarkozy sont mis en garde à vue.

Devant le tollé que provoque la décision de nommer Jean-Louis Borloo, qui s'est lui aussi opportunément retiré de la course à l'Élysée, à la tête de Veolia, Sarkozy recule et affirme qu'il y a maldonne.

Quant à Stéphane Guillon et Didier Portes, tous les deux licenciés de France-Inter, ils n'étaient pas vraiment copains de Sarkozy ou de l'État-RPR. Et ne l'envoient pas dire.

Le Président qui avait augmenté son salaire de 172 % se met à prêcher contre les rémunérations excessives

« Il faut avoir le courage de dire aux élites qu'une partie d'entre elles n'a pas été à la hauteur de ses responsabilités en s'octroyant des rémunérations qui défiaient le sens commun. »

Mercredi 22 février, Nicolas Sarkozy répondait en bafouillant à une question de David Pujadas que s'il était réélu il ne referait pas la fête au Fouquet's. Ne lui donnons pas une nouvelle fois l'occasion de succomber à la tentation : le 6 mai prochain, renvoyons le à son cabinet d'avocat d'affaires.

Jean-Jacques Chavigné et Gérard Filoche